

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/C/W/242

9 novembre 2004

(04-4759)

Conseil du commerce des services

Original: anglais

COMMUNICATION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Mécanisme d'examen transitoire concernant la Chine pour 2004

La communication ci-après, datée du 4 novembre 2004 et adressée par la Délégation des Communautés européennes, est distribuée aux Membres de l'OMC.

1. Les Communautés européennes communiquent leurs observations et questions avant la réunion de fin novembre du Conseil du commerce des services afin de donner aux autorités chinoises le temps de fournir des réponses complètes.
2. Une fois que les renseignements devant être fournis par la Chine conformément aux paragraphes 8 et IV.3 a) de l'Annexe 1A de son Protocole d'accession auront été reçus, les Communautés européennes pourraient poser des questions supplémentaires.
3. Les observations et questions des Communautés européennes portent sur les points ci-après: services juridiques; services de livraison exprès; télécommunications; services de construction, d'architecture et d'ingénierie; services de distribution; services financiers; tourisme.

I. SERVICES JURIDIQUES

4. Les CE se félicitent du fait que la Chine ait commencé à mettre en œuvre les engagements qu'elle a pris dans le cadre de l'OMC dans le domaine des services juridiques et reconnaissent les efforts continus consentis de chaque côté, tels que l'autorisation délivrée à de nombreux cabinets juridiques étrangers d'ouvrir un second bureau en Chine. Il y a toutefois deux questions principales que les autorités chinoises doivent aborder.

- a) *Supprimer les limitations géographiques et quantitatives, qui instaurent dans les faits un examen des besoins économiques.* Des conditions rigoureuses sont imposées aux cabinets étrangers: nécessité de fournir des services juridiques, étude de faisabilité, délai d'examen et d'approbation de la demande de neuf mois, trois années de pratique continue avant d'établir un bureau supplémentaire, un associé par bureau. Selon les fournisseurs étrangers de services, ces prescriptions sont trop contraignantes. Plus important: elles constituent un examen des besoins économiques et devraient donc être supprimées conformément aux engagements pris par la Chine.
- b) Parvenir à un équilibre plus clair et plus raisonnable entre la définition très large des "affaires juridiques chinoises", sur lesquelles les cabinets juridiques étrangers ne sont pas autorisés à formuler d'avis, et la portée restrictive de la "fourniture de renseignements sur l'incidence du cadre juridique chinois", domaine qui présente un intérêt pour les cabinets juridiques européens. Tout éclaircissement à même de

délimiter précisément la notion d'"affaires juridiques chinoises" et de déboucher sur une interprétation logique des "renseignements sur l'incidence du cadre juridique chinois" serait le bienvenu.

II. SERVICES DE LIVRAISON EXPRÈS

5. Les CE tiennent à exprimer leur profonde préoccupation au sujet d'un nouveau projet de révision de la Loi chinoise sur les services postaux, du 19 juillet 2004, qui paraît, dans l'ensemble, encore plus restrictif que la version précédente, du 17 novembre 2003, et qui soulève un certain nombre de questions concernant les engagements qu'a pris la Chine dans le cadre de l'OMC, aussi bien spécifiquement, dans le secteur du courrier, qu'horizontalement.

- a) La portée du domaine réservé de la Poste chinoise proposée pour les lettres adressées a été modifiée. Les CE sont conscientes du fait que le seuil de poids proposé a été ramené de 500 grammes à 350 grammes. Cependant, la livraison exprès des lettres adressées de moins de 350 grammes semble maintenant faire partie du domaine réservé. Les engagements actuels de la Chine concernant les services de courrier, qui recouvrent la livraison exprès, ne mentionnent aucun seuil et les exploitants de services de livraison exprès on pu, jusqu'à présent, s'occuper des lettres. La Chine peut-elle confirmer qu'elle fera en sorte, par les moyens qu'elle jugera appropriés, que la livraison exprès des lettres de moins de 350 grammes ne soit pas incluse dans ce monopole et qu'elle donnera une définition appropriée de la livraison exprès, par exemple en ajoutant un critère de prix raisonnable au critère de poids utilisé pour définir ce monopole?
- b) Une nouvelle disposition, de portée large (article 94, paragraphe 2), interdirait la livraison de lettres, d'imprimés et de colis sauf sous forme de service de livraison exprès. Les engagements pris par la Chine dans le cadre de l'OMC visent tous les services de courrier énumérés dans la classification CPC 75121, qui recouvrent, entre autres choses, la distribution de colis et de journaux, de périodiques et de magazines. En outre, ces engagements ne font état d'aucune limitation concernant le traitement national autre que le plafonnement de la participation étrangère au capital. La Chine peut-elle confirmer que l'article 94, paragraphe 2, sera supprimé du projet de loi définitif?
- c) Les dispositions proposées sur la procédure d'octroi de licences pour les exploitants de services de livraison exprès ont également été modifiées. Le texte n'est pas clair quant au caractère centralisé ou décentralisé de la procédure. Certaines conditions proposées pour l'obtention d'une licence ont été ajoutées ou reformulées dans un sens susceptible de laisser une plus grande latitude à l'organe de réglementation. La question de l'impartialité de ce dernier, par exemple en le rendant indépendant de la Poste, ne semble pas avoir été clarifiée. Les engagements actuels de la Chine prévoient, dans le secteur du courrier, des conditions de fonctionnement non moins favorables que lors de l'entrée de la Chine à l'OMC. Ils sont en outre soumis aux dispositions de l'article VI à chaque fois que des engagements spécifiques ont été pris. La Chine peut-elle confirmer qu'elle fera en sorte i) que les licences existantes bénéficient de la clause de l'antériorité; ii) que la procédure d'octroi de licences soit gérée au niveau central pour les exploitants étrangers ou à capital étranger; iii) qu'une procédure d'examen de la décision de l'organe de réglementation soit instaurée et iv) que l'impartialité de la procédure d'octroi de licences soit garantie, par exemple en garantissant l'indépendance de l'organe de réglementation par rapport à tous les exploitants, y compris la Poste et ses filiales?

- d) Plusieurs dispositions octroyant un traitement préférentiel à la Poste et à ses filiales qui avaient été proposées ont été maintenues ou instaurées, même pour des activités pouvant être considérées comme en dehors de la portée du service universel et ouvertes à la concurrence. Parmi ces activités figurent l'exonération de la taxe sur les transactions commerciales, l'indemnisation des pertes par l'État, un régime de responsabilité spécifique, l'exonération d'obtention de licences pour la livraison exprès des lettres adressées. Les engagements actuels de la Chine en matière de services de courrier ne mentionnent pas de limitations concernant le traitement national autres que le plafonnement de la participation étrangère au capital. Ils sont en outre soumis aux disciplines de l'article VIII de l'AGCS. La Chine peut-elle confirmer qu'elle fera en sorte, dans le projet de loi définitif, que les exploitants étrangers et à capital étranger bénéficient, pour ce qui est de leurs activités ouvertes à la concurrence, d'un traitement non moins favorable que la Poste et ses filiales?

6. En particulier, et sans préjudice de nouvelles discussions, elles suivront attentivement trois aspects de cette réforme:

- a) la définition de la portée du monopole de la Poste (ou "domaine réservé"): dans l'intérêt de tous les exploitants, il est souhaitable d'en donner une définition claire. Cette définition devrait toutefois tenir compte aussi des engagements pris par la République populaire de Chine dans le cadre de l'OMC dans le secteur des services postaux et des services de courrier et, partant, elle ne devrait pas servir à élargir la portée du monopole;
- b) la définition de la portée du service universel, qui devrait aussi être précisée, sans oublier qu'elle ne devrait pas être confondue avec celle du domaine réservé;
- c) l'indépendance de l'organe de réglementation par rapport aux exploitants, qui semble souhaitable pour assurer une concurrence loyale sur les segments du marché qui sont libéralisés.

7. La République populaire de Chine peut-elle donner des renseignements sur la réforme de la Poste en cours, et notamment sur les trois points susmentionnés?

III. TÉLÉCOMMUNICATIONS

8. Les CE remercient la Chine de ses explications sur les prescriptions réglementaires relatives à la création, par des investisseurs étrangers, de coentreprises dans le secteur des télécommunications. Ces réponses confirment toutefois que la Chine impose la présence d'un partenaire principal chinois et que celui-ci doit être un exploitant du secteur des télécommunications, contrairement aux engagements qu'elle a pris dans le cadre du rapport du Groupe de travail. En effet, dans de nombreux pays, les nouveaux venus sont des exploitants provenant d'autres secteurs de l'économie (autrement, seul l'exploitant déjà en place peut satisfaire aux prescriptions relatives à l'accès au marché) qui ont fait preuve de leur capacité de maîtriser le développement de cette branche d'activité. Pourquoi devrait-il en être autrement en Chine?

9. La Chine ne limite-t-elle pas de facto le nombre d'exploitants à ceux qui sont déjà présents sur le marché en restreignant le choix des partenaires des coentreprises à ces exploitants?

10. Tant que la coentreprise a elle-même du personnel expérimenté, qui peut être du personnel local qu'elle a embauché, elle pourra remplir les missions qui lui sont confiées et servir le consommateur de manière adéquate. Pourquoi le partenaire chinois devrait-il avoir du personnel

expérimenté dans le secteur des télécommunications, comme le dispose l'article 8 du Règlement sur les entreprises à participation étrangère?

11. La Chine a expliqué que l'un des motifs de l'adoption de ce règlement est de "veiller au bon développement du secteur des télécommunications". Qu'entend-on par le "bon développement du secteur des télécommunications"?

12. La Chine a expliqué que la présence d'un partenaire principal chinois (détenant plus de 30 pour cent du capital) se justifiait par la protection de l'intérêt des investisseurs chinois et étrangers. En quoi cela protège-t-il concrètement les investisseurs chinois? En quoi cela protège-t-il concrètement les investisseurs étrangers, et notamment en quoi cela diminue-t-il le risque de l'investisseur étranger, comme cela est dit dans l'exercice 2003 du Mécanisme d'examen transitoire concernant la Chine?

13. Enfin, en ce qui concerne les coentreprises, quelle est la raison d'être du capital minimal requis? Comment a-t-il été calculé?

14. D'autre part, les CE souhaiteraient savoir:

- a) quelle administration gère la participation détenue par l'État dans les exploitants chinois (China Telecom, China Netcom, China Mobile, China Unicom, China Satcom). Quel règlement spécifique régit cette gestion? Ces renseignements n'ont pas été fournis l'an dernier;
- b) quelles sont les fonctions des organes de réglementation locaux, à part l'octroi de licences;
- c) quelles sont les règles spécifiques régissant l'interconnexion. En particulier, quels exploitants sont soumis à ces règles et comment les exploitants sont-ils assujettis aux règles citées? Quels services sont soumis aux règles d'interconnexion? Ces règles garantissent-elles la transparence, la non-discrimination, l'orientation vers les coûts? En ce qui concerne l'orientation vers les coûts, comment le coût et la taxe de raccordement sont-ils calculés?

IV. SERVICES DE CONSTRUCTION, D'ARCHITECTURE ET D'INGÉNIERIE

15. Les CE savent que la Chine tient compte de leur profonde préoccupation concernant la réglementation dans ces secteurs et ont pris note des modifications apportées au Décret n° 113 portant réglementation de l'établissement d'entreprises de construction à participation étrangère en Chine, par voie de publication, en septembre, d'une circulaire par le Ministère de la construction (Jian-Shi 2004-159).

16. Cette circulaire représente une amélioration, notamment parce qu'elle a) permet de prendre en compte l'expérience acquise dans d'autres pays par les entreprises étrangères et b) supprime les contraintes relatives au nombre de professionnels étrangers.

17. Il subsiste toutefois certaines questions que cette circulaire semble avoir laissées sans réponse, notamment au sujet des prescriptions en matière de résidence. La Chine pourrait-elle confirmer son intention de mettre sa réglementation en totale conformité avec les engagements qu'elle a pris dans le cadre de l'AGCS et d'abolir l'obligation de résidence minimum de trois mois par an pour le personnel étranger, imposée au point IV.5 de l'Avis n° 73 relatif aux entreprises de construction, et de six mois par an pour les entreprises de construction et d'études techniques, imposée au titre de l'article 16 du Décret n° 114? De plus, le niveau excessif des prescriptions concernant le capital social constitue un

obstacle important pour les entreprises de construction étrangères. Comment la Chine a-t-elle l'intention de résoudre cette question en particulier?

18. En ce qui concerne les entreprises de construction et d'études techniques à participation étrangère, les CE croient savoir que les autorités chinoises travaillent à la révision du Décret n° 114. La Chine pourrait-elle fournir des renseignements sur le calendrier et la teneur de cette révision?

V. DISTRIBUTION

19. Les CE croient savoir que les autorités chinoises ont élaboré, en 2004, une nouvelle législation touchant au secteur de la distribution afin de mettre en œuvre la phase de libéralisation du marché correspondante, conformément aux engagements pris par la Chine au titre de l'AGCS. En particulier, un texte portant "Dispositions relatives à l'administration de l'investissement étranger dans le secteur commercial" a été approuvé en avril 2004 et est entré en vigueur en juin. Nous avons plusieurs questions concernant cette législation:

- a) Nous croyons savoir que cette loi permet aux entreprises manufacturières à participation étrangère de participer au secteur de la distribution en demandant l'élargissement de leur champ d'activité. La Chine pourrait-elle confirmer que cette mesure s'appliquerait à la distribution de marchandises en général (et non aux seuls produits fabriqués par les sociétés mères)?
- b) Nous avons observé que cette loi touche, entre autres, aux services de distribution de plusieurs produits pour les fournisseurs de services ayant plus de 30 magasins. Cette loi mentionne 49 pour cent de participation étrangère jusqu'en décembre 2006 pour la distribution de livres, de produits pharmaceutiques et d'autres produits. Bien que cela soit conforme aux engagements pris par la Chine au titre de l'AGCS dans le secteur du commerce de détail, les services de commerce de gros et de courtage devraient être autorisés à avoir un capital entièrement étranger à compter de décembre 2004. La Chine pourrait-elle confirmer que cette mesure ne s'appliquerait qu'aux services de commerce de détail?
- c) En instaurant le partage des compétences entre les autorités provinciales et les autorités centrales (MOFCOM), cette loi stipule que les autorités provinciales pourront autoriser les entreprises de distribution à capital entièrement étranger à avoir jusqu'à 30 magasins d'une superficie maximum de 3 000 m² ou 300 magasins d'une superficie maximum de 300 m². Les autorités provinciales délivreront ces autorisations si le champ d'activité exclut la distribution via Internet, la télévision, le téléphone, la vente par correspondance ou les distributeurs automatiques. La Chine pourrait-elle confirmer que les fournisseurs de services nationaux sont soumis aux mêmes procédures administratives, c'est-à-dire que cette mesure est appliquée conformément au principe du traitement national?
- d) Les autorisations délivrées aux entreprises de distribution à capital entièrement étranger sont soumises à des procédures et à des prescriptions administratives spécifiques. La Chine pourrait-elle confirmer que les fournisseurs de services nationaux sont soumis aux mêmes procédures administratives, c'est-à-dire que cette mesure est appliquée conformément au principe du traitement national?
- e) La loi stipule que la durée d'activité des entreprises à capital étranger ne devrait pas dépasser 30 ans (40 ans en Chine centrale et occidentale). La Chine pourrait-elle confirmer que les fournisseurs de services nationaux sont soumis aux mêmes

limitations, c'est-à-dire que cette mesure est appliquée conformément au principe du traitement national?

- f) La loi stipule qu'une prescription exigeant que le capital social existant soit versé à 100 pour cent s'appliquerait aux fournisseurs de services étrangers demandant à ouvrir de nouveaux magasins. La Chine pourrait-elle confirmer que la même condition s'applique aux fournisseurs de services nationaux, c'est-à-dire que cette mesure est appliquée conformément au principe du traitement national?

VI. SERVICES FINANCIERS

20. Veuillez vous reporter aux observations et aux questions présentées au Comité du commerce des services financiers concernant les services d'assurance, les services bancaires et les services en rapport avec les valeurs mobilières.

VII. TOURISME

21. Nous croyons comprendre que l'article 11 du Règlement du 11 décembre 2001 sur l'administration des agences de voyages prévoit un examen des besoins économiques pour l'autorisation des nouvelles agences de voyages. Or, la Chine n'a pas inscrit cette limitation concernant l'accès aux marchés dans sa Liste d'engagements au titre de l'AGCS. Ce point a été porté à l'attention des autorités chinoises à plusieurs reprises, y compris au cours du Mécanisme d'examen transitoire pour 2003.

22. La Chine pourrait-elle nous dire comment elle entend aligner le règlement relatif aux agences de voyages sur ses engagements au titre de l'AGCS dans ce secteur?

VIII. TRANSPORT AÉRIEN

23. Les CE souhaiteraient se reporter aux engagements pris par la Chine au titre de l'AGCS concernant la fourniture de services de systèmes informatisés de réservation et prennent note du fait qu'un règlement dans ce domaine est en cours d'élaboration. En retarder encore davantage la finalisation et la mise en œuvre rendra ces engagements sans effet puisque l'absence de cadre réglementaire empêche de traiter les demandes émanant d'utilisateurs de services de systèmes informatisés de réservation. Afin que les fournisseurs de tels services aient une sécurité quant à l'environnement juridique dans lequel ils opèrent et une garantie concernant leur champ d'activité et les principes de non-discrimination censés être appliqués, les CE souhaitent que la Chine leur indique le calendrier précis de finalisation et d'entrée en vigueur du règlement sur les services de systèmes informatisés de réservation.

IX. LOI SUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR

24. Les CE prennent note de l'engagement de la Chine, exprimé notamment au Comité de l'accès aux marchés du 22 septembre 2004, de mettre en œuvre la Loi sur le commerce extérieur conformément aux obligations qui lui incombent en vertu des Accords de l'OMC. Par conséquent, les CE aimeraient se voir confirmer par la Chine qu'en particulier l'article 49 de la Loi sur le commerce extérieur ne s'appliquera pas au commerce avec les Membres de l'OMC dans des secteurs des services sur lesquels portent des engagements pris par la Chine au titre de l'AGCS, puisque l'article X de cet accord ne permet pas d'adopter de mesures de sauvegarde mais prescrit seulement aux Membres de l'OMC de négocier au sujet des mesures de sauvegarde d'urgence.
